

Ne laissons pas crever l'I.U.F.M. !!

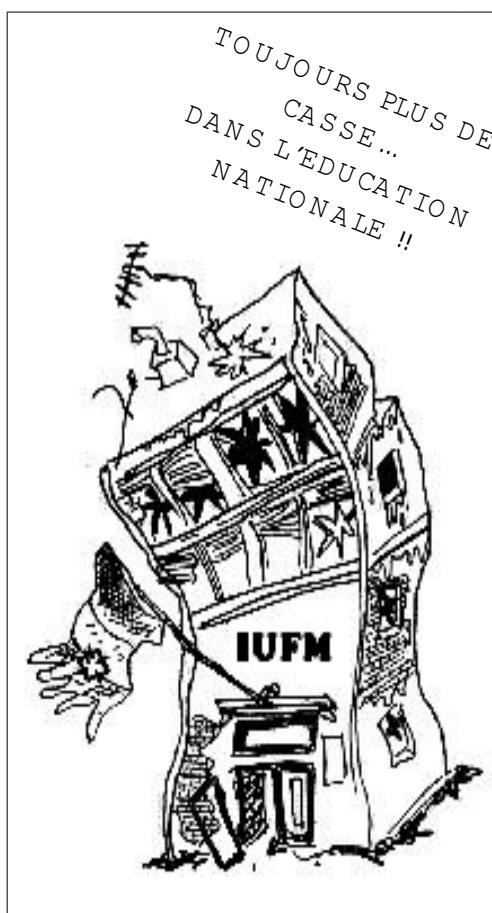
La réforme, dite de la masterisation des concours de l'enseignement constitue la dernière réforme importante des universités voulue par la droite libérale. A l'heure où le gouvernement supprime des fonctionnaires à tour de bras et privatise peu à peu l'ensemble des services publics, la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche Valérie Pécresse trouve urgent de rénover le système actuel de formation des enseignant-e-s.

Jusqu'ici, après trois années de licence à l'université et une année à préparer les concours, le/la futur-e enseignant-e devient stagiaire en alternance entre l'IUFM et le "terrain". Il passe donc du statut d'étudiant-e à celui d'enseignant, progressivement, en recevant une formation professionnelle, avant d'être titularisé à l'issue de la cinquième année.

La dernière réforme du gouvernement vise à changer tout cela et impose aux étudiant-e-s 5 années de formation universitaire pour y préparer un master avant de pouvoir passer les concours.

Cette réforme des concours de l'enseignement nous concerne donc à double titre. A la fois en tant qu'étudiant-e-s mais également en tant que futur-e-s enseignant-e-s. En effet, cette réforme n'agit pas seulement sur la durée de nos études mais également sur son contenu puisque d'une formation scientifique nous passerons à une formation professionnel à proprement parlé. C'est là qu'intervient l'impacte de cette réforme sur notre futur situation professionnel car c'est toute la formation des enseignant-e-s qui est remise en cause et ainsi à plus long terme leurs/nos conditions de travail.

Plus largement cette réforme s'inscrit dans un vaste projet de refonte de l'éducation de la «maternelle à l'enseignement supérieur», comme le montre très récemment les suppressions de postes dans le secondaire et le supérieur, la LRU, la révision des contenus pédagogiques ou encore la réforme des lycées, qui sont autant d'indicateur de l'accélération de ce processus.



Sélection sociale et précarité, toujours au rendez vous !

La "mastérisation" est directement liée à la réforme LMD (Licence -Master-Doctorat) que nous combattons déjà à l'époque, notamment pour la sélection sociale qu'elle renforçait à l'université. En passant de 3 ans à 5 ans de formation, cette mesure implique de fait l'allongement de la durée d'étude alors même que les étudiant-e-s ont de plus en plus de mal chaque année à financer leurs études (50% des étudiants travaillent). La réorganisation du recrutement bouleverse dès cette année et sans préavis le cursus des étudiant-e-s concerné-e-s et ce dans un contexte où progressivement les aides sociales se réduisent comme peau de chagrin, comme le confirme la réforme des bourses, qui entraîne un nombre important de reclassement vers le bas, ou encore la futur réforme d'autonomie des CROUS qui entérinera les inégalités sociales à l'échelle nationale.

UNE REFORME ECONOMIQUE ... POUR L'ETAT !! La disparition des IUFM va permettre à l'État d'économiser des centaines de millions d'euros. Comment? C'est bien simple. Jusqu'à présent, les étudiant-e-s ayant réussi-e-s le CAPES réalisaient une année de stage, rémunérée, qui associait formation pratique et formation théorique. La suppression de cette année de stage permet au gouvernement d'économiser la bagatelle de 200 millions d'euros. Les économies de fonctionnement vont de même être légion. En effet, la gestion des nouveaux masters d'enseignement passant sous contrôle des Universités, les tâches effectuées par les fonctionnaires statutaires des IUFM seront redistribuées. Enfin certains sites seront fermés, puisque les formations seront réalisées sur les campus universitaires.

Les questions que l'on doit se poser lorsque l'on se prépare à accéder au monde professionnel sont celles de nos futures conditions de travail et de nos statuts. Là encore, cette réforme amène son lot de bouleversement dans la structure même du métier d'enseignant. Nous l'avons dit, cette réforme s'inscrit dans un maillage plus important de réformes, qui n'ont d'autres buts que de casser morceau par morceau, l'éducation nationale. On s'attaque au contenus pédagogiques et scientifiques, à l'organisation des études, au caractère public de l'institution, à la recherche et bien entendu aux statuts des personnes qui la compose comme le montre les suppressions massives de postes et la modification de leurs formations. Le rapport Pochard de février 2008 appelait à "examiner des possibilités de réintroduire dans le droit de la fonction publique et bien sure chez les enseignants, des éléments de négociation contractuelle et de contrat." Il est évident que derrière tout cela se cache la casse du statut d'enseignant en tant que fonctionnaire d'État. L'enseignement n'est donc plus une fonction publique, et le gouvernement veut faire de nous les vecteurs involontaires de ce changement.



Reste maintenant à déterminer notre attitude face à cela. Allons nous une fois de plus se coucher devant les exigences d'un gouvernement qui fait la sourde oreille à nos revendications? Nous contenterons-nous d'une simple demande de moratoire comme un-e salarié-e demande un jour de congé à son/sa patron-ne? Cette demande de moratoire nous semble constituer au mieux une demande dérisoire de quelques miettes à un gouvernement amorphe, au pire une menace qui apportera une démobilitation en exploitant l'effet sur des étudiant-e-s qui ne seront plus directement concerné-e-s par une réforme future. En se contentant de cette revendication, nous jouons donc le jeu habituel du « diviser pour mieux régner » proposé par Sarkozy et sa clique. C'est pourquoi nous pensons aujourd'hui urgent et indispensable de passer à des exigences plus radicales quand à l'avenir de notre université, et plus loin, de notre système dans son ensemble. Nous devons exiger le retrait de cette réforme et non son simple report à l'année prochaine. Et nous devons également nous organiser pour concevoir l'université que nous voulons.

L'université doit constituer un lieu critique, et non le un support de production libérale de la connaissance qu'elle devient actuellement. Ouverture d'esprit, considération des cultures différentes, remise en question permanente et constructive, travaux de qualité, tels devraient être les valeurs de l'université. Quelles sont-elles aujourd'hui? Pensée unique, cours magistral sans remise en cause de la parole du/de la prof, connaissance envisagée sous l'aspect de la productivité (accumulation quantitative sans grand souci qualitatif, publication de tout et n'importe quoi pour gagner des places au classement de Shangaï...).

Refusons cette marchandisation de la connaissance, des universités, des personnel-le-s IATOSS, des enseignant-e-s du primaire, du secondaire, du supérieur, des étudiant-e-s, des salarié-e-s du privé....

Refusons cette lutte de tous contre tous et construisons notre lutte commune pour nos droits!

LUTTONS !!

SUD-Etudiant-e Lille

Contact : contactlille@sud-etudiant.org

Infos: (local) <http://www.sud-etudiant.org/lille> --

(fédéral) <http://www.sud-etudiant.org>

LILLE I : MDE - Tel. : 06.98.65.99.26

LILLE II : Tel. : 06.50.46.18.02

LILLE III : Bât. A, salle A4 213 - Tel. : 06.72.66.46.08

Union syndicale
Solidaires
Sud
étudiant